

Laurent Bouvet : le FN est le champion de l'insécurité culturelle

Author : Laurent Bouvet

Categories : [Politique](#)

Date : 10 mars 2015

Laurent Bouvet, professeur de Science politique à l'Université Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines, a récemment publié [L'insécurité culturelle. Sortir du malaise identitaire français](#) (Fayard, 2015). Dans son interview avec la rédaction d'iPhilo, ce politiste et politologue analyse pourquoi les partis politiques n'arrivent plus aujourd'hui à mettre des mots sur le malaise français, sinon le FN, champion de l'insécurité culturelle.

iPhilo : Peut-on dire que l'insécurité culturelle navigue entre réalité et perception, qu'elle est un ensemble de représentations ?

Laurent Bouvet : L'insécurité culturelle procède des représentations que se font les individus et les groupes sociaux de leur environnement. Ces représentations peuvent être plus ou moins fausses par rapport à la réalité. Nul d'ailleurs ne peut arguer d'avoir une représentation du monde ou de la société qui soit exactement conforme à la réalité des choses, chacun d'entre nous vit avec des représentations.

En matière d'insécurité culturelle, il s'agit de la manière dont nous percevons et vivons un monde souvent anxiogène qui projette ses difficultés et ses menaces jusque dans nos vies quotidiennes. On en a eu un aperçu exacerbé au début du mois de janvier avec les attentats de Paris. Le terrorisme islamiste qui sévissait depuis des mois au Proche-Orient ou en Afrique, par médias interposés, s'est tout à coup invité au cœur de notre vie commune.

Or nos concitoyens ne votent pas (ou ne s'abstiennent pas !) en fonction d'une analyse froide et rigoureuse de la réalité dans laquelle ils vivent : ils le font à partir de ces représentations. Un sentiment d'insécurité culturelle et une réalité vécue de l'insécurité culturelle, ce n'est bien évidemment pas la même chose, mais en termes de comportement politique, de choix électoral et d'orientation idéologique, la différence entre les deux importe peu. Ainsi, par exemple, expliquer qu'un électeur se trompe en votant FN sur la réalité de sa situation ou de ce que ce parti peut y apporter comme solution, c'est refuser de comprendre comment il a pu en arriver à un tel vote. Et c'est évidemment peu efficace en termes d'analyse politique. C'est ce que l'on constate depuis des années tant dans le milieu politique que dans la recherche en sciences sociales.

iPhilo : Vous critiquez l'économisme qui tend à expliquer l'ensemble des phénomènes sous un angle économique : l'insécurité culturelle ne disparaîtrait pas comme par magie si

la crise économique cessait. Et pourtant, elles ont partie liée ?

LB : L'économisme est une maladie bien connue, à gauche notamment – qu'on pense notamment à ce qu'en ont dit des auteurs comme Gramsci ou Polanyi –, qui consiste à penser que toute la vie politique, sociale et morale dépend des rapports économiques qu'entretiennent des hommes et des groupes uniquement mus par leurs besoins, leurs capacités et leurs intérêts, et dont ils auraient une pleine et entière conscience. On retrouve ce défaut, au cœur de la pensée moderne, aussi bien dans le libéralisme que dans le marxisme.

Aujourd'hui, plus trivialement, l'économisme vulgaire, pourrait-on dire, consiste dans l'idée que la crise que traversent les sociétés comme la nôtre serait soluble dans la croissance, l'emploi et l'amélioration du pouvoir d'achat. Cette pensée est très répandue, pour les raisons philosophiques profondes évoquées plus haut, mais aussi par manque de réflexion critique voire par paresse intellectuelle chez des journalistes, des technocrates, des responsables politiques, syndicaux, etc. mais aussi des chercheurs. On peut remarquer par exemple que dans les sciences humaines et sociales, seuls les économistes sont considérés comme des spécialistes dignes de ce nom, que l'on peut et doit écouter religieusement !

Cette manière de penser et d'agir politiquement pose deux problèmes. Le premier tient à la difficulté de retrouver un niveau de croissance susceptible de permettre, comme ce fut en partie le cas dans les années 1950-70, la résolution des antagonismes sociaux ou du moins une redistribution à toute la société. Les débats actuels sur la nature même de la croissance et sa portée, avant même de parler de redistribution et d'égalité, conduisent à douter fortement qu'on puisse retrouver des conditions aussi favorables que celles qu'on a connues. Il y a donc une illusion économiciste à penser que cela suffirait. Le second problème, c'est qu'une telle approche masque la réalité des relations de nature non économique dans la société, et surtout leurs conséquences politiques.

C'est précisément ici que se construisent les représentations identitaires et culturelles que l'on évoquait plus haut. Et elles jouent un rôle de plus en plus important politiquement, à mesure que la maîtrise de l'économie échappe aux responsables politiques et aux peuples eux-mêmes, et que des mouvements populistes s'appuient sur ces représentations pour attirer des électeurs. Le refus de voir et de comprendre ce mécanisme pourtant simple et présent quotidiennement dans l'actualité conduit à des erreurs de stratégie et à des décisions erronées de la part des politiques. C'est le cas aujourd'hui tout particulièrement à gauche – dans la gauche de gouvernement comme dans la gauche radicale.

iPhilo : Quand on parle de « culture », on est souvent taxé de « culturaliste ». Comment se prémunir du danger de l'essentialisation quand on parle comme vous le faites de culture ? Paradoxalement, une partie de la gauche n'est-elle pas prise dans une forme de culturalisme à géométrie variable ?

LB : Une sorte de procès public en culturalisme m'a été fait sur le seul usage de l'expression « insécurité culturelle » ! Par des gens qui n'ont pas lu ou même voulu lire une ligne de ce que j'écris certes, mais c'est assez symptomatique. Il y a des usages culturalistes de la culture et de l'identité culturelle, bien évidemment, et politiquement, à l'extrême-droite comme à l'extrême-gauche d'ailleurs. Mais désigner et tenter d'expliquer des phénomènes qui traversent notre société et qui ont des implications politiques, comme j'essaie de le faire dans mon livre, ce n'est pas faire du culturalisme. D'autant que je milite activement, dans ce livre comme dans le débat politique, pour un retrait des identités culturelles dans la sphère privée et pour une sphère publique où la priorité irait au commun, à ce qui nous unit plutôt qu'à ce qui nous différencie et nous distingue – que ce soit socialement ou identitairement.

Je trouve donc particulièrement étonnant de la part de certains collègues notamment, qui se prétendent de gauche, de vouloir faire passer une position républicaine pourtant assez claire comme la mienne pour du culturalisme !

Une des hypothèses pour expliquer cet étrange procès tient sans doute au fait qu'ils ne sont pas particulièrement fiers, notamment au regard des événements du mois de janvier, de leur propre culturalisme : celui qui consiste à dire que l'identité culturelle n'est un facteur pertinent politiquement et socialement que lorsqu'elle est revendiquée par des minorités (ethno-raciales, de genre, religieuses, d'orientation sexuelle,...), par des « dominés » si l'on reprend leur vulgate bourdieusienne. Cela témoigne de leur part de beaucoup de confusion (entre domination et discrimination par exemple) et d'une position politique a priori qui n'est guère compatible avec le statut « scientifique » qu'ils ne cessent pourtant de revendiquer.

Comment en effet renvoyer les revendications identitaires de telle ou telle catégorie de citoyens (les « petits blancs », les « Français de souche »,... défendus par le FN) comme illégitimes et relevant avant tout du racisme – comme d'une forme de mauvais usage du culturalisme donc – tout en en acceptant d'autres comme pleinement légitimes et même dignes de mobilisation publique en leur faveur (celles des minorités défendues par une partie de la gauche), comme une forme de bon culturalisme ?

Je pense pour ma part que soit on accepte l'usage politique du culturalisme, et cela vaut pour tous en démocratie – il n'y a pas de citoyens qui seraient plus légitimes que d'autres à défendre leurs identités –, soit on le refuse, au nom d'un espace commun, celui de la citoyenneté, à distance des appartenances identitaires de chacun. Mais désigner un bon et un mauvais usage du culturalisme en fonction de ses intérêts et choix politiques, pour un chercheur notamment, cela me paraît bien hasardeux et bien peu cohérent.

iPhilo : A vous lire, le Front national est le parti en France qui a su le mieux inscrire son discours dans les pas de l'insécurité culturelle, ce qui expliquerait sa dynamique actuelle. Vous défendez quant à vous un retour à l'esprit républicain, que vous qualifiez par la

notion de « commun », en miroir du multiculturalisme qui est un fait social et non une solution politique. En quoi le Front national de Marine Le Pen et Florian Philippot échappe-t-il au commun républicain ?

LB : Le FN est l'incontestable champion de l'insécurité culturelle en France. C'est en effet le parti qui sait le mieux jouer politiquement des représentations dont on parlait plus haut en mêlant les considérations économiques aux considérations identitaires culturelles. La focalisation de son attention depuis quelques années sur l'islam montre combien les questions culturelles sont au centre d'une telle démarche, permettant de lier plusieurs dimensions. L'angoisse générale par rapport aux bouleversements de l'ordre du monde, les menaces sur les modes de vie, ici et maintenant, auxquels ils renvoient, le lien avec les facteurs économiques et sociaux, notamment les conséquences de la mondialisation et de la construction européenne sur l'ouverture des frontières et le détachement d'une élite devenue sourde et aveugle à son propre peuple.

Cette stratégie de la tension et de la radicalisation du propos permet au FN d'avancer comme parti de contestation du « système », de tout ce qui ne va pas et d'engranger des soutiens bien au-delà de sa base électorale traditionnelle. Le problème, c'est que les solutions proposées que ce parti aurait à mettre en place une fois au pouvoir ne permettraient pas de mettre fin aux difficultés qu'il dénonce. Au contraire, cela serait même pire, les divisions identitaires seraient exacerbées.

C'est pourquoi il me semble que le FN est bien loin de proposer une solution républicaine, une solution du « commun ». La vision identitaire de la France qu'il propose est tout sauf une vision civique et politique, c'est la vision d'une identité prescrite et figée. Or si identité nationale française il y a, elle est totalement à rebours de cela. L'identité française est politique, la France est un projet, une construction commune, sans cesse en mouvement et ouvert à toutes les bonnes volontés par définition. Etre français, c'est vouloir participer à ce projet commun, adhérer aux principes qui le fondent, la laïcité notamment, et s'y conformer. C'est tout sauf une identité prédéfinie, qu'elle soit une couleur de peau, une origine ethnique, une religion ou quoi que ce soit d'autre.

[Pour aller plus loin : Laurent Bouvet, *L'insécurité culturelle. Sortir du malaise culturel français*, éd. Fayard, 2015, 12€.](#)